

Pour diffusion immédiate.

Also available in English.

L'ANCIEN PREMIER MINISTRE PARMİ 59 PERSONNALITÉS POUR LA RÉFORME DU RÉGİME D'ACCÈS AUX MÉDICAMENTS

***La Chambre des communes vote demain sur le projet de loi,
le Sénat possiblement plus tard ce mois-ci***

1^{er} Décembre 2009, Toronto — Aujourd'hui, Journée mondiale du sida, 59 personnalités canadiennes des domaines de la politique, du droit, de la médecine et des arts exhortent publiquement les parlementaires à réformer le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM). Parmi les signataires de la lettre, figurent l'ancien premier ministre Paul Martin, l'ancien gouverneur général de l'Ontario James Bartleman, l'ancien envoyé spécial de l'ONU pour le sida en Afrique Stephen Lewis, l'ex-président de Médecins Sans Frontières Dr James Orbinski, la leader artistique Karen Kain, le militant environnemental David Suzuki, l'écrivaine Sally Armstrong, des ancien-nes député-es ainsi que de nombreuses figures de proue du domaine de la recherche, des leaders religieux de divers horizons, des leaders syndicaux et des membres de l'Ordre du Canada.

Leur appel s'ajoute à l'opinion de 80 % des Canadiens et Canadiennes qui se sont dit en faveur des principaux changements proposés à la loi actuelle dans un sondage d'opinion publique réalisé par le cabinet Pollara pour le Réseau juridique canadien VIH/sida, Carrefour canadien international et UNICEF Canada.

C'est demain que la Chambre des communes votera sur le Projet de loi C-393, déposé par une députée afin de réformer le RCAM. Un comité du Sénat étudie par ailleurs le Projet de loi S-232, pratiquement identique. Une loi initialement appelée *Loi de l'engagement de Jean Chrétien envers l'Afrique* a été adoptée par le Parlement, il y a plus de cinq ans avec l'appui de tous les partis afin de faciliter l'exportation de médicaments génériques abordables pour les personnes de pays en développement. Le Réseau juridique canadien VIH/sida et plusieurs autres organismes non gouvernementaux demandent d'y apporter des réformes, vu l'inefficacité de l'initiative : en cinq ans, une seule commande d'un médicament a été envoyée à un seul pays.

« Il faut agir dès maintenant », souligne Richard Elliott, directeur général du Réseau juridique canadien VIH/sida. « Les gens des pays en développement, dont des milliers d'enfants atteints du VIH et d'autres maladies, ont attendu assez longtemps que le Canada réalise sa promesse. Ils meurent, par manque de médicaments. »

La lettre signée par 59 Canadiennes et Canadiens de renom ainsi que les résultats complets du sondage et d'autres renseignements de fond sont accessibles à www.aidslaw.ca/rcam.

– 30 –

Pour de plus amples renseignements :

Available in English

Gilles Marchildon
Directeur des communications
Réseau juridique canadien VIH/sida
Téléphone : +1 416 595-1666 (poste 228)
Cellu. : +1 647 248-2400
Courriel : gmarchildon@aidslaw.ca

Le Régime canadien d'accès aux médicaments : lettre ouverte de Canadiens préoccupés, aux parlementaires canadiens

JOURNÉE MONDIALE DU SIDA

Le 1^{er} décembre 2009

Mesdames et Messieurs qui siégez à la Chambre des communes et au Sénat,

Nous vous exhortons par la présente à appuyer des projets de loi qui faciliteraient l'envoi de médicaments salvateurs vers des pays en développement et à réaffirmer ainsi l'engagement historique du Canada à porter secours à nos frères et sœurs dans le monde.

Il y a cinq ans, tous les députés et sénateurs canadiens avaient mis de côté les différences entre leurs partis, pour appuyer à l'unanimité une loi qui a créé le Régime canadien d'accès aux médicaments. C'était un acte de courage. Les pays en développement ont besoin que le Canada fasse preuve du même courage aujourd'hui.

Jour après jour, des milliers de personnes dans les pays en développement décèdent de maladies pourtant traitables, comme le sida, le paludisme et la tuberculose. Les enfants sont souvent parmi les plus affectés. Considérez, par exemple, que la moitié des enfants séropositifs au VIH en Afrique subsaharienne meurent avant d'avoir deux ans; et que 8 % des autres décèdent avant l'âge de cinq ans.

Ils ne meurent pas parce qu'il n'existe pas de médicaments pour leur sauver la vie. Ils meurent parce que ces médicaments ne leur sont pas fournis, ne sont pas rendus abordables pour leurs pays aux budgets limités et aux prises avec des besoins d'une ampleur ahurissante. Ils meurent parce qu'ils sont trop pauvres pour acheter les médicaments que nous, dans les pays riches, prenons souvent pour acquis.

Le Régime canadien d'accès aux médicaments (RCAM) a été établi afin de réduire les coûts de ces médicaments et de les rendre plus accessibles. L'intention initiale du RCAM demeure claire : permettre que des fabricants de médicaments génériques apportent leur concurrence pour fournir des médicaments moins coûteux à des pays en développement, en obtenant une licence spéciale et en versant des redevances, pour leurs ventes, aux sociétés pharmaceutiques détentrices des brevets.

Toutefois, la loi actuelle du RCAM ne fonctionne pas. Jusqu'ici, un seul médicament a été fourni à un seul pays, et ce en cinq ans. Aucun fabricant canadien de médicaments génériques ni aucun autre pays en développement n'a manifesté d'intérêt à recourir une autre fois à ce processus très lourd. En conséquence, d'autres gens meurent.

La bonne nouvelle, en revanche, est que le RCAM peut être rectifié de manière à ce qu'il soit plus simple de fournir des médicaments plus abordables, pour que les pays en développement puissent aider leurs malades. Deux projets de loi ont été déposés, au

Parlement – l’un au Sénat (le Projet de loi S-232) et l’autre à la Chambre des communes (le Projet de loi C-393) – qui, s’ils sont adoptés, auraient pour effet de :

- réduire les lourdeurs bureaucratiques du processus, en permettant aux fabricants de médicaments génériques de remplir des commandes multiples d’un même médicament, pour plusieurs pays, dans le cadre d’une seule licence simplifiée;
- maintenir la compensation sous forme de redevances versées aux sociétés pharmaceutiques détentrices des brevets; et cela
- sans coût pour les contribuables canadiens.

En cette période où le Canada et les Parlementaires font face à un affaiblissement de l’économie mondiale et à un climat politique fédéral marqué par une intensification de l’esprit de parti, les occasions de s’élever au-dessus de ces défis et de réaliser des changements significatifs, pour le monde, se font rares. Ceci en est une. La réforme adéquate du Régime canadien d’accès aux médicaments permettrait de réaliser la promesse admirable faite, il y a cinq ans, par notre Parlement aux pays en développement. C’est un changement qui sauverait d’innombrables vies.

C’est pourquoi nous vous demandons de donner votre appui au Projet de loi C-393 (à la Chambre des communes) et au Projet de loi S-232 (au Sénat).

Signataires :

- Le très honorable Paul Martin, ex-premier ministre du Canada
- Naomi Alboim, ancienne sous-ministre de l’Ontario; membre de l’Ordre de l’Ontario; professeure et vice-présidente, Policy Forum, Queen’s University School of Policy Studies
- Janis Alton, coprésidente nationale, Canadian Voice of Women for Peace
- Sally Armstrong, auteure, membre de l’Ordre du Canada
- Rob Baker, musicien, The Tragically Hip
- Gerry Barr, président et directeur général, Conseil canadien pour la coopération internationale
- James Bartleman, ancien lieutenant-gouverneur de l’Ontario
- Richard Bedell, M.D., MPH, conseiller médical pour Dignitas International; professeur adjoint clinique, Division of International Health, Department of Family Practice, University of British Columbia; membre du comité consultatif, Universities Allied for Essential Medicines (chapitre de l’UBC)
- John Bemrose, auteur
- Le très révérend Michael A. Bird, évêque du diocèse anglican de Niagara
- Bonnie Brown, ex-députée
- Le révérend Dan Chambers, président, Conférence de la Colombie-Britannique, Église Unie du Canada
- Michael Clague, membre de l’Ordre du Canada; directeur, Britannia Centre, Carnegie Centre, Vancouver
- Stephen Clarkson, MSRC, auteur et professeur, University of Toronto
- Roy Culpeper, Ph.D., président et directeur général, Institut Nord-Sud

- Patricia DuVal, présidente nationale, Fédération canadienne des femmes diplômées des universités
- Nigel Fisher, président et directeur général, UNICEF Canada
- Robert Fox, directeur général, Oxfam Canada
- Patsy George, membre de l'Ordre du Canada; membre de l'Ordre de la Colombie-Britannique
- Michael Geist, chaire de recherche du Canada en droit d'Internet et du commerce électronique, Université d'Ottawa
- Joan Gibb, présidente, Société canadienne du cancer
- Paul Gross, M.D., C.M., CCFP, professeur, International Health Enhanced Skills Program, Department of Family Medicine, University of British Columbia
- Agnes Hall, membre de l'Ordre du Canada
- Robert Ernest William Hancock, Ph.D., MSRC; officier de l'Ordre du Canada; membre de l'Ordre de la Colombie-Britannique; Chaire de recherche du Canada sur la patho-génomique et les antimicrobiens, University of British Columbia
- D^r Gerald K. Helleiner, officier de l'Ordre du Canada; professeur émérite, Department of Economics, et chercheur distingué, Munk Centre for International Studies, University of Toronto; président du conseil d'administration, Juristes et économistes internationaux contre la pauvreté; fondateur, Institut Nord-Sud
- Le révérendissime Fred J. Hiltz, primat, Église anglicane du Canada
- Le révérendissime Colin R. Johnson, archevêque anglican de Toronto et métropolitain de la province ecclésiastique de l'Ontario
- Karen Kain, LLD., D.Lit; compagnon de l'Ordre du Canada; Ordre de l'Ontario; directrice artistique, National Ballet of Canada
- Le révérend John Kapteyn, secrétaire exécutif, Regional Synod of Canada, Reformed Church in America
- Stephen Lewis, professeur de santé mondiale à l'Université McMaster; ancien Envoyé spécial de l'ONU pour le VIH/sida en Afrique; codirecteur, AIDS-Free World
- La révérende D^{re} Loraine MacKenzie Shepherd, professeure associée, Faculty of Theology of the University of Winnipeg; ex-présidente, Société théologique canadienne
- David Matas, avocat; membre de l'Ordre du Canada
- Alexa McDonough, ex-députée
- Sharon McKay, peintre de guerre et auteure
- Marilou McPhedran, membre de l'Ordre du Canada; directrice, Global College, University of Winnipeg; lauréate du Prix du Gouverneur général en commémoration de l'affaire « personne »
- Linda McQuaig, journaliste et auteure canadienne
- Paul Moist, président, Syndicat canadien de la fonction publique
- Steve Morgan, Ph.D., professeur agrégé, directeur associé, Centre for Health Services and Policy Research, University of British Columbia
- David Morley, président et directeur général, Aide à l'enfance Canada
- Walter Mulkewich, ex-maire de Burlington, Ontario
- D^r David Ng, directeur, Advanced Molecular Biology Laboratory, Michael Smith Laboratories, University of British Columbia

- D^{re} Samantha Nutt, fondatrice et directrice générale, War Child Canada
- D^r James Orbinski, ex-président international, Médecins Sans Frontières; professeur agrégé, St. Michael's Hospital, University of Toronto
- D^r J.R.C. Perkin, ex-président, Acadia University
- D^r Tom Perry, ex-ministre de l'Éducation avancée, de la Formation et de la Technologie de la Colombie-Britannique
- Timothy Porteous, membre de l'Ordre du Canada; ex-directeur du Conseil des Arts du Canada, École d'art et de design de l'Ontario
- D^{re} Mira T. Sundara Rajan, DPhil (Oxon), Chaire de recherche du Canada en droit de la propriété intellectuelle; professeure agrégée de droit, Faculté de droit, University of British Columbia
- Steven Shrybman, avocat, Sack, Goldblatt, Mitchell (spécialisé en commerce international)
- Linda Silas, présidente, Fédération canadienne des syndicats d'infirmières/infirmiers
- Jerry Spiegel, Ph.D., directeur de la santé mondiale, Liu Institute for Global Issues, University of British Columbia
- Richard Splane, M. Serv. soc., Ph.D., LLD; officier de l'Ordre du Canada; professeur émérite, University of British Columbia; ancien sous-ministre adjoint du ministère de la Santé nationale et du Bien-être social
- Verna Huffman Splane, RN, MPH, LLD; officier de l'Ordre du Canada; professeure honoraire, École de soins infirmiers, University of British Columbia; ancienne vice-présidente, International Council of Nurses
- Jean Stairs, directeur, Queen's Theological College, Queen's University
- David Suzuki, compagnon de l'Ordre du Canada, auteur et activiste
- Mardi Tindal, modératrice, Église Unie du Canada
- Kishor M. Wasan, R.PH, Ph.D., professeur, Therapeutics Research Chair in Drug Delivery for Neglected Global Diseases; Chair of Pharmaceutics, University of British Columbia
- L'honorable et la très révérende D^{re} Lois M. Wilson, compagnon de l'Ordre du Canada; membre de l'Ordre de l'Ontario; ancienne sénatrice et Envoyée spéciale du Canada au Soudan; ancienne coprésidente, Comité canadien sur les femmes, la paix et la sécurité auprès des Nations Unies
- Robert F. Woollard, M.D., CCFP, FCFP; professeur, University of British Columbia
- Tim Wynne-Jones, auteur et double lauréat du Prix littéraire du Gouverneur général